

OBSERVATOIRE PARTENARIAL de l'ÉCONOMIE de Lille Métropole

TABLEAU DE BORD N°5

PREMIER TRIMESTRE 2013

LES OBJECTIFS DE L'OPE :

Depuis 2006, l'OPE travaille à la définition des enjeux du territoire et à la mise en place d'un outil partagé de connaissance de l'économie métropolitaine.

LE TABLEAU DE BORD :

L'OPE propose trois types de publications : les tableaux de bord, les synthèses, les études.

Le tableau de bord présente, au travers une sélection d'indicateurs, les évolutions récentes du tissu économique, de l'emploi et de l'attractivité à l'échelle de l'arrondissement de Lille, en comparaison avec la région Nord-Pas de Calais et la France.

Il met en avant les dernières données disponibles et évolutions des indicateurs sur la période la plus pertinente. La publication est trimestrielle.

➔ *Les publications de l'OPE*

LES PARTENAIRES :

L'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole, la Chambre de commerce et d'industrie Région Nord de France, la Chambre de commerce et d'industrie Grand Lille, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nord-Pas de Calais, le Comité de Bassin d'Emploi Lille Métropole, le Conseil de Développement de Lille Métropole, le Conseil général du Nord, le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, Je crée en Nord-Pas de Calais, Lille Métropole (Service Intelligence et Stratégie Economiques et Services Ressources et Dotations fiscales), Mission Bassin Minier, les Maison de l'Emploi, Nord France Innovation Développement, Pôle emploi, l'Union pour le Recouvrement des cotisations de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales, Université de Lille 1.

Les travaux de l'Observatoire Partenarial de l'Economie (OPE) de Lille Métropole reposent sur une définition partagée des grands enjeux du territoire en matière d'emploi, de vitalité économique et d'attractivité.

Dans cette logique, l'Observatoire Partenarial de l'Economie de Lille Métropole est un lieu d'échange et de partage. Il favorise le développement d'une vision transversale du territoire.

Bilan et perspectives

Ce premier tableau de bord de l'année se distingue des autres numéros. Il propose le point de vue d'acteurs recueillis sur l'année 2012 et leurs perspectives pour l'année 2013, ainsi que des indicateurs « repères » en matière de vitalité du tissu économique, d'emploi et d'attractivité.

Sommaire

Bilan et perspectives de l'économie mondiale :

<i>une économie mondiale qui fonctionne au ralenti</i>	2
<i>Approche Générale</i>	2
<i>Les prévisions du FMI</i>	3

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord-Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille: 2013, une nouvelle année difficile 4 |

<i>Approche Générale</i>	4
<i>Approche Sectorielle</i>	5

<i>Indicateurs « repères »</i>	10
---	----

<i>Pour en savoir plus</i>	12
---	----



Un simple clic sur le texte en italique

vous permettra d'accéder directement à la partie concernée.

Bilan et perspectives de l'économie monde : une économie mondiale qui fonctionne au ralenti

▼ APPROCHE GÉNÉRALE

Rétrospective de l'année 2012

Le bilan économique de l'année est plutôt négatif pour l'ensemble des pays développés et émergents. Au niveau mondial la croissance a décéléré continuellement tout au long de l'année 2012 pour atteindre un plus bas relatif : le taux de croissance global atteint 2,9% en 2012 contre 3,7% l'année précédente.

L'Inde, le Brésil mais surtout la Chine enregistrent une réduction de leur taux de croissance.

Les Etats-Unis semblent maintenir un faible taux de croissance de l'ordre de 2% l'an.

En Europe, la crise de la dette se diffuse à l'ensemble de la zone provoquant une récession de 0,4% en 2012. L'origine de cette crise essentiellement financière se propage bloquant toute possibilité de rebond à moyen terme. Dans ce contexte, les investisseurs retardent leurs projets d'investissements et cherchent à réduire leur exposition à la dette en procédant à des remboursements importants de leurs crédits à long terme.

L'économie française s'est engagée dans une phase récessive de faible ampleur avec un recul de la croissance de l'ordre de 0,1% pour l'ensemble de l'année 2012.

Prospective 2013-2014

La croissance mondiale devrait une nouvelle fois être revue à la baisse pour 2013 en raison notamment de la crise économique qui continue à sévir dans la zone euro.

La perspective de croissance pour la zone Euro en 2013 est estimée à 0,2%. Selon le FMI, les principaux pays impactés seront en 2013 : l'Espagne (1,3% de croissance prévisionnelle), l'Italie (0,7% de croissance prévisionnelle) et enfin la France (0,4% de croissance prévisionnelle¹). La contagion s'étend aux pays émergents comme ce fut le cas lors de la récession de 2008-2009 à travers les échanges commerciaux et les marchés financiers.

L'économie mondiale devrait toutefois progresser de 3,6% en 2013. L'ampleur de la crise européenne peut néanmoins conduire à des scénarios moins favorables. Déjà mal en point, les économies « périphériques » de l'union monétaire, dont l'Italie, l'Espagne et le Portugal, pourraient connaître une chute d'activité de l'ordre de 6% d'ici à un an. Cela se traduirait par une réduction de 1,75% des prévisions centrales du FMI pour la zone Euro et par une moindre croissance de 1 à 1,5% pour les économies non européennes.

Les pays émergents voient leur PIB augmenter de 5,6% au lieu de 6% et continuent de facto à créer de la richesse. Mais ce taux de croissance est à mettre en rapport avec celui de 2010 (+7,4%). Même la Chine subit la crise avec un taux de croissance inférieur à 8%.

Aux Etats-Unis, le gouvernement Obama devra poursuivre le désendettement comme en Europe.

¹-Prévision revue à la baisse depuis

Bilan et perspectives de l'économie monde : une économie mondiale qui fonctionne au ralenti

▼ LES PRÉVISIONS DU FMI EN POURCENTAGE DU PIB - EXTRAIT

	Prévision de croissance (en % du PIB) pour 2012	Prévision de croissance (en % du PIB) pour 2013
Amérique		
- Canada	+1,9 %	+2,0%
- Etats-Unis	+2,2%	+2,1%
- Brésil	+1,5%	+4,0%
- Argentine	+2,6%	+3,1%
Europe		
- Royaume Uni	-0,4%	+1,1%
- Grèce	-6,0%	-4,0%
- Espagne	-1,5%	-1,3%
- Italie	-2,3%	-0,7%
- Portugal	-3,0%	-1,0%
- Grèce	-6,0%	-4,0%
- Espagne	-1,5%	-1,3%
- Italie	-2,3%	-0,7%
- Portugal	-3,0%	-1,0%
- Suède	+1,2%	+2,2%
- Allemagne	+0,9%	+0,9%
- Pologne	+2,4%	+2,1%
- France	+0,1%	+0,4%
Asie		
- Japon	+2,2%	+1,2%
- Chine	+7,8%	+8,2%
- Inde	+4,9%	+5,0%

Source : FMI

CONJONCTURE DE LA FRANCE : UN ENLISEMENT PROLONGÉ

La France est à un carrefour, l'année 2012, a démontré sa capacité de résistance à la crise avec une croissance du PIB qui progressé de 0,2% au troisième trimestre. Mais, en arrière-plan, la confiance se dégrade, le taux de chômage en croissance forte et les contraintes liées à la volonté de se rapprocher de l'équilibre budgétaire pèsent sur la demande intérieure.

Un scénario de contraction se dessine de plus en plus pour le premier semestre 2013. C'est seulement au cours du deuxième semestre 2013 qu'un début d'éclaircie pourrait laisser apercevoir un lent redémarrage de la croissance. Pour les plus optimistes, le bilan de l'année 2013 fera apparaître en moyenne annuelle une croissance de l'ordre de 0,4%¹.

La consommation des ménages est orientée à la baisse. L'investissement productif reculerait de près de 2% en 2013 (après -0,6% en 2012). Les anticipations des chefs d'entreprises se sont nettement dégradées.

Les exportations sont stables en volume. Il n'est pas sûr qu'elles bénéficient du redressement probable de la demande mondiale. La dépréciation du taux de change effectif de l'euro occasionne un regain de compétitivité, mais les exportations françaises risquent d'être pénalisées par une évolution défavorable de la compétitivité vis-à-vis de concurrents du sud de l'Europe, qui voient reculer leurs coûts salariaux par unité produite.

Les moteurs interne et externe de la croissance étant en berne, l'emploi salarié marchand devrait se contracter tout au long de 2013. Le taux de chômage ressortirait à 10,5%.

▼ APPROCHE GÉNÉRALE

Rétrospective de l'année 2012

Les résultats économiques observés en 2012 se sont révélés moins favorables que ceux que prévoient les chefs d'entreprises fin 2011. La dégradation de la demande interne autant que des exportations dans la plupart des secteurs ont conduit à la baisse ou au maintien des chiffres d'affaires. Dans ce contexte incertain, les investissements sont reportés ou annulés. L'emploi se dégrade.

A l'échelle de l'arrondissement de Lille, les constats sont identiques. 2012 fut une année mitigée : les chiffres d'affaires réalisés sont jugés moyens (pour 37% des chefs d'entreprises interrogés), mauvais voire très mauvais (respectivement 22% et 10%). Logiquement les investissements sont reportés (33%) ou simplement maintenus au niveau de 2011 (25%). 66% des chefs d'entreprises interrogés n'ont pas engagé de démarches de recrutement.

Perspectives 2013

Les chefs d'entreprises anticipent une nouvelle année difficile. Le niveau d'activité devrait peu évoluer, avec autant de répondants envisageant une baisse que de répondants optimistes pour 2013. 40% des chefs d'entreprises estiment que le niveau d'investissement devrait se maintenir mais 33% qu'il pourrait baisser. L'emploi ne devrait pas progresser (61% des chefs d'entreprises envisagent la stabilité de leurs effectifs).

Les chefs d'entreprises métropolitains anticipent, comme au niveau régional, une nouvelle année difficile : leurs chiffres d'affaires devraient rester stables (37%) ou se réduire (29%), le niveau de leurs investissements devrait se maintenir (44%), voire diminuer (30%) ; l'emploi devrait se stabiliser (68%).

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord-Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, une nouvelle année difficile

APPROCHE SECTORIELLE

L'INDUSTRIE: DES PERSPECTIVES DE PROGRESSION DE CHIFFRES D'AFFAIRES PORTÉES PAR LA CROISSANCE DES VENTES À L'ÉTRANGER QUI NE S'ACCOMPAGNERA PAS DE CRÉATIONS D'EMPLOIS, NI D'INVESTISSEMENTS IMPORTANTS

Le chiffre d'affaires global	
2012	2013
<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>Le chiffre d'affaires global a baissé de 2,4% en 2012. Les ventes en France et à l'étranger se sont réduites (respectivement -3,4% et -2,1%).</p> <p>Tous les secteurs industriels enregistrent une baisse de leurs chiffres d'affaires exception faite du secteur des industries agroalimentaires (le chiffre d'affaires du secteur progresse de 2,5% en raison notamment de la hausse du prix des matières premières).</p> <p>La réduction du chiffre d'affaires des autres secteurs s'effectue à des rythmes différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les autres produits industriels enregistrent la plus faible réduction (-2,2%). Cette évolution résulte des baisses des chiffres d'affaires importantes des secteurs de la plasturgie (-8%) et de la métallurgie (-4,2%); des baisses plus modérées enregistrées dans les secteurs du bois - imprimerie (-2,7%), et du textile (-1,4%), contrebalancées partiellement par la progression du chiffre d'affaires du secteur de la chimie (+5,9%) et notamment de l'industrie pharmaceutique (+10,1%). ▪ les industries des équipements électriques et électroniques viennent ensuite. Leurs chiffres d'affaires se sont réduits de 6,3%. Les ventes à l'étranger du secteur chutent de 12,9%. ▪ Les industries de fabrication de matériels de transport se situent en troisième position. Leurs chiffres d'affaires ont chuté de 6,8% malgré une progression de leurs exportations (+11,2%) résultant notamment des bonnes performances du secteur ferroviaire. <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>33% des dirigeants interrogés estiment avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen, 19% un mauvais chiffre d'affaires. Le niveau des carnets de commandes est jugé moyen, voire mauvais (respectivement 46% et 21%). La rentabilité est jugée moyenne (41% des chefs d'entreprises interrogés), voire mauvaise (25% des répondants).</p>	<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>Les chefs d'entreprises interrogés envisagent une hausse légère de leurs chiffres d'affaires (+1,6%) portée notamment par une progression de leurs exportations (+2,2%).</p> <p>Cette perspective favorable s'appuierait sur la progression des chiffres d'affaires des secteurs agroalimentaire (+4%), de fabrication de matériels de transport (+0,7%), de fabrication de composants électriques et électroniques (+1,5%) et des autres produits industriels (+1,3%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement, 42% des dirigeants envisagent une augmentation de leurs chiffres d'affaires portée par une évolution favorable des ventes à l'étranger, 33% une stagnation. Ils estiment que leurs carnets de commandes devraient rester stables avec un solde d'opinions plutôt favorable (+7). Leur rentabilité est jugée stable (38%) avec un solde d'opinions plutôt favorable (+11).</p>

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord-Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, une nouvelle année difficile

Les investissements industriels

2012	2013
<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>Compte tenu des taux d'utilisation des capacités de production, les investissements industriels diminuent en 2012 (-9,8%) contrairement aux prévisions formulées en 2011 (+3,7%). Cette évolution générale est fortement influencée par la chute des investissements dans le secteur des autres produits industriels (-20,1%). A l'intérieur de ce secteur, l'ampleur de la baisse est très variable d'une branche à l'autre : l'investissement est en repli de 66% dans le textile, de 45% dans l'industrie pharmaceutique, de 22% dans la plasturgie, de 26% dans la métallurgie, de 27% dans les industries manufacturières. Le niveau d'investissement augmente dans la chimie (+22,5%).</p> <p>Le niveau d'investissement se réduit légèrement dans les industries agroalimentaires (-2,5%).</p> <p>L'investissement progresse dans deux secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fabrication de matériels de transport (+31,4%). • La fabrication de composants électriques et électroniques (+17,7%). <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>34% des dirigeants estiment que le niveau de leurs investissements est supérieur au niveau de 2011, 25% qu'il est de même niveau. 21% déclarent, cependant, ne pas avoir investi en 2012.</p>	<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>Les investissements industriels devraient rester stables (-0,1%) avec cependant de grandes différences d'un secteur à l'autre : l'investissement devrait se contracter dans les secteurs de la fabrication de composants électriques et électroniques (-26,2%) et des autres produits industriels (-11,3%); il pourrait augmenter dans les secteurs de la fabrication de matériel de transport (+8,8%) et de l'agroalimentaire (+28,5%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>38% des dirigeants interrogés estiment que le niveau de leurs investissements sera comparable à celui de 2012.</p>

L'emploi industriel

2012	2013
<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>L'emploi industriel s'est de nouveau dégradé en 2012 (-1,6%), notamment l'emploi intérimaire (-15,3%). L'évolution est variable selon les secteurs.</p> <p>L'emploi progresse dans les secteurs de la fabrication de composants électriques, électroniques (+1,6%) et l'agroalimentaire (+0,6%). Il diminue dans les secteurs de la fabrication de matériels de transports (-4,3%), l'emploi intérimaire diminue de 29,1% et dans celui des autres produits industriels (-2,3%). A noter, cependant la progression de l'emploi dans deux branches de ce dernier secteur : la pharmacie (+7,9%), et l'industrie du bois-papier (+0,4%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>52% des dirigeants interrogés ont eu une démarche de recrutement en 2012.</p>	<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>L'emploi industriel régional devrait se dégrader (-1,3%), notamment par un moindre recours à l'emploi intérimaire (-18,4%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>64% des dirigeants interrogés estiment que l'emploi se maintiendra.</p>

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord-Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, une nouvelle année difficile

LE BÂTIMENT - GÉNIE CIVIL : DES PERSPECTIVES PEU FAVORABLES DEVRAIENT CONDUIRE À UN NOUVEAU REPLI DES INVESTISSEMENTS ET UNE DÉGRADATION DE L'EMPLOI

Les investissements industriels	
2012	2013
<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>La production En 2012, la production du secteur du bâtiment - génie civil est restée stable (-0,1%). Cette évolution résulte du repli des productions des secteurs des travaux publics (-1,4%) et du gros œuvre (-0,7%) que ne contrebalance pas la progression de la production dans le second œuvre (+0,8%).</p> <p>Les investissements Les investissements du secteur s'inscrivent en net repli (-11,7%). En fait, ils diminuent fortement dans les secteurs des travaux publics (-17,8%) et du second œuvre (-15,5%); ils augmentent dans celui du gros œuvre (+7,8%).</p> <p>Les effectifs Les effectifs du secteur diminuent quelle que soit la branche (-1,9%), notamment l'emploi intérimaire (-10,5%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>Le chiffre d'affaires 48% des dirigeants interrogés jugent qu'ils ont réalisé des chiffres d'affaires moyens en 2012, 40 % les jugent bons. Les carnets de commandes sont jugés moyens (48%) ou mauvais (28%).</p> <p>Les investissements Le niveau d'investissement observé en 2012 est supérieur à celui de 2011 pour 28% des chefs d'entreprises interrogés ; identique pour 26% des chefs d'entreprises. 26% déclarent, cependant, ne pas avoir investi en 2012.</p> <p>Les effectifs 68% des dirigeants interrogés déclarent ne pas avoir eu une démarche de recrutement en 2012.</p>	<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>Les chefs d'entreprises interrogés s'attendent à une baisse de leurs productions (-2,1%).</p> <p>L'effort d'investissement devrait se réduire (-5,1%). La baisse devrait être plus marquée dans le gros œuvre (-36%).</p> <p>Les effectifs du secteur devraient se réduire (-1,1%), notamment l'emploi intérimaire (-13,1%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>Les chefs d'entreprises estiment que leurs chiffres d'affaires resteront stables (42%) ou baisseront (28%).</p> <p>Le niveau de leurs investissements devrait se stabiliser (49%) ou baisser (37%).</p> <p>Les effectifs du secteur devraient se maintenir (67%).</p>

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord-Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, une nouvelle année difficile

SERVICES (TRANSPORT, ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANCES, ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES, SERVICES AUX ENTREPRISES, SERVICES AUX PARTICULIERS, CAFÉ-HÔTEL-RESTAURANT): DES CHIFFRES D'AFFAIRES QUI DEVRAIENT, AU MIEUX, RESTER STABLES EN 2013 COMME LE NIVEAU D'INVESTISSEMENT ET L'EMPLOI

2012	2013
<p>A l'échelle de la Région,</p> <p><u>Chiffres d'affaires, investissements, emploi: dégradation des résultats</u> 43% des chefs d'entreprises de la région interrogés estiment avoir réalisé des chiffres d'affaires moyens en 2012, 25%, des chiffres d'affaires mauvais ou très mauvais. Deux secteurs sont plus pessimistes (ceux des activités immobilières et des services à la personne); un est plus optimiste (celui de l'information et de la communication). 36% déclarent avoir autant investi en 2012 qu'en 2011, 24% avoir plus investi, 16% déclarent ne pas avoir investi en 2012. Quatre secteurs comptent plus de 42% de répondants déclarant avoir moins investi qu'en 2011, voire ne pas avoir investi du tout: le transport, les services à la personne, l'enseignement et la santé, les cafés-hôtels-restaurants. En termes de recrutements, 68% des chefs d'entreprises interrogés déclarent ne pas avoir eu de démarches de recrutement en 2012.</p>	<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>39% des chefs d'entreprises interrogés anticipent une stabilité de leurs chiffres d'affaires, 31% une hausse.</p> <p>Pour 40% des chefs d'entreprises interrogés, le niveau d'investissement devrait se maintenir au niveau de 2012. 33% anticipent une baisse de leurs investissements. Les chefs d'entreprises du secteur cafés-hôtels-restaurants sont plus nombreux à estimer qu'ils investiront moins en 2013. Au final, 62% pensent que leurs effectifs resteront stables. Les réponses de chefs d'entreprises des secteurs du transport, de l'immobilier, et de commerce cafés-hôtels-restaurants laissent présager des réductions d'effectifs.</p>
<p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p><u>Chiffres d'affaires, investissements, emploi: des résultats relativement satisfaisants</u> 36% des chefs d'entreprises interrogés estiment avoir réalisé des chiffres d'affaires moyens, 29%, de bons chiffres d'affaires. Les répondants du transport et des cafés-hôtels-restaurants sont nettement plus pessimistes. 31% des dirigeants d'entreprises de services déclarent ne pas avoir investi en 2012. La baisse du niveau d'investissement est nettement plus marquée dans les secteurs des transports et des cafés-hôtels-restaurants. En termes de recrutements, 64% des chefs d'entreprises interrogés déclarent ne pas avoir engagé de démarches de recrutement au cours de l'année.</p>	<p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>39% des dirigeants pensent que leurs chiffres d'affaires devraient se stabiliser. Les chefs d'entreprises des secteurs cafés-hôtels-restaurants anticipent plus que les autres une baisse de leurs chiffres d'affaires. A contrario, ceux des secteurs des services aux entreprises et de l'information communication sont plus optimistes. Pour 44% des chefs d'entreprises interrogés, le niveau de leurs investissements en 2013 sera comparable à celui observé en 2012, pour 29%, il sera inférieur. Les chefs d'entreprises des hôtels-café-restaurants, des services à la personne et du transport anticipent davantage une baisse du niveau d'investissement que les autres secteurs. Au final, l'emploi devrait se maintenir (65% des répondants).</p>

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord-Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, une nouvelle année difficile

COMMERCE (COMMERCE DE DÉTAIL ET COMMERCE DE GROS) : DES ANTICIPATIONS PLUTÔT DÉFAVORABLES, NOTAMMENT DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL

2012	2013
<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>Chiffres d'affaires, investissements, emploi: des résultats contrastés</p> <p>Les chefs d'entreprises interrogés estiment avoir réalisé des chiffres d'affaires moyens (37%) ou bons (29% des réponses) en 2012. Le niveau de leurs investissements s'est révélé plus élevé en 2012 qu'en 2011 (29% des réponses) ou comparable (27%). 25% des décideurs interrogés déclarent cependant ne pas avoir investi. Les réponses des chefs d'entreprises liées au commerce de gros ont été plus modérées. 75% des dirigeants n'ont pas engagé de démarches de recrutement en 2012.</p>	<p>A l'échelle de la Région,</p> <p>Les chefs d'entreprises de la région interrogés anticipent une année 2013 difficile : leurs chiffres d'affaires devraient rester stables (44% des réponses) ou baisser (28%). Les chefs d'entreprises de commerces de gros se révèlent un peu plus optimistes. Le niveau de leurs investissements devrait être comparable à celui de 2012 (42%) voire diminuer (30%). Les chefs d'entreprises de commerces de détail, se révèlent plus partagés. 64% des dirigeants estiment que l'emploi devrait se maintenir, 23% qu'il pourrait diminuer.</p>
<p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>Chiffres d'affaires, investissements, emploi: des résultats très mitigés</p> <p>38% des chefs d'entreprises estiment leurs chiffres d'affaires moyens et 28% l'estiment plutôt mauvais. 42% des répondants déclarent ne pas avoir investi en 2012. 72% des dirigeants n'ont pas engagé de démarches de recrutement en 2011.</p>	<p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, les prévisions sont assez comparables aux prévisions régionales : 33% des dirigeants estiment que leurs chiffres d'affaires se maintiendront, pour 33% qu'ils diminueront. Le secteur du commerce de détail enregistre plus que le commerce de gros des anticipations négatives. Le niveau de leurs investissements devrait être comparable à celui de 2012 pour 45% des chefs d'entreprises interrogés, être plus faible pour 33% d'entre eux. Les chefs d'entreprises de commerces de détail anticipent plus que ceux de commerces de gros, une baisse de leur niveau d'investissement. Enfin, 75% des dirigeants pensent que l'emploi restera stable.</p>

Indicateur "Repères"

		Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2010	Taux de croissance annuel moyen dernière année
T I S S U E C O N O M I Q U E	Nombre d'entreprises au 31 décembre 2011 <i>Source : URSSAF</i>	31 décembre 2011		2008-2010	2010-2011
	Arrondissement de Lille	28 940		+0,36%	+0,8%
	Région	80 192		+0,41%	+0,7%
	France	1 673 417		+0,43%	+0,3%
	Nombre de créations d'entreprises en 2012 <i>Source : je crée en Nord Pas de Calais</i>	2012			2011-2012
	Arrondissement de Lille	9 578			-2,5%
	Région	24 129			-1,2%
	France	396 332			-0,3%
	Nombre de défaillances en 2012 <i>source : CCIR</i>	2012			2011-2012
	Arrondissement de Lille	1 206			-1,9%
	Région	3 355			3,6%
	France	59 780			2,7%

		Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2010	Taux de croissance annuel moyen dernière année
E M P L O I	Nombre d'emplois salariés au 3^e trimestre 2012 <i>Source : URSSAF</i>	3 ^e trimestre 2012	3 ^e trim 2000 - 3 ^e trim 2008	3 ^e trim 2008 - 3 ^e trim 2011	3 ^e trim 2011 - 3 ^e trim 2012
	Arrondissement de Lille	398 045	+0,7%	-0,2%	0,0%
	Région	1 020 750	+0,5%	-0,6%	-0,6%
	France	17 892 315	+1,1%	-0,4%	-0,2%
	Masse salariale (en milliers) au 3^e trimestre 2012 <i>Source : URSSAF</i>	3 ^e trimestre 2012	3 ^e trim 2000 - 3 ^e trim 2008	3 ^e trim 2008 - 3 ^e trim 2011	3 ^e trim 2011 - 3 ^e trim 2012
	Arrondissement de Lille	2 804 430	+4,7%	+1,9%	+2,3%
	Région	6 625 145	+4,3%	+1,0%	+1,4%
	France	128 739 270	+4,9%	+1,4%	+2,2%
	Taux de chômage <i>Source : INSEE, 4T 2011</i>	3 ^e trimestre 2012	3 ^e trim 2000 - 3 ^e trim 2008 (en point)	3 ^e trim 2008 - 3 ^e trim 2011 (en point)	3 ^e trim 2011 - 3 ^e trim 2012 (en point)
	Arrondissement de Lille	12,6%	-0,6	+1,9	+0,7
	Région	13,4%	-1,3	+2	+0,8
	France	9,9%	-0,9	+1,8	+0,7
	Demande d'emploi (Catégories A,B,C) au 31 décembre 2012 <i>Source : DIRECCTE (cvs-cjo)</i>	31-déc-12	2000-2008	2008-2011	2011-2012
	Arrondissement de Lille	107 237	-0,2%	+8,2%	+7,0%
	Région	358 574	-0,8%	+7,9%	+8,3%
	France	4 627 600	-0,7%	+9,4%	+8,8%
	dont Demande d'emploi junior				
	Arrondissement de Lille	18 245 (17,0%)	+0,1%	+3,8%	+7,5%
	Région	69 662 (19,4%)	-0,0%	+2,7%	+8,2%
	France	700 000 (15,1%)	+0,6%	+6,1%	+9,2%
	dont Demande d'emploi senior				
	Arrondissement de Lille	19 371 (18,1%)	-1,9%	+16,0%	+14,1%
	Région	66 001 (18,4%)	-0,9%	+16,7%	+14,0%
	France	996 800 (21,5%)	-0,9%	+17,6%	+15,2%
dont Demande d'emploi de longue durée					
Arrondissement de Lille	45 581 (42,5%)	-2,1%	+16,1%	+9,3%	
Région	157 024 (43,8%)	-2,8%	+15,1%	+11,4%	
France	1 816 300 (39,2%)	-3,5%	+17,5%	+12,5%	

Indicateur "Repères"

	Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2010	Taux de croissance annuel moyen dernière année	
A T R A C T I V I T E	Population et Variation annuelle moyenne de la population <i>Source : INSEE</i>				
	Arrondissement de Lille	2010	1999-2009		
	Population et variation annuelle moyenne	1 207 749	+0,2%		
	- due au solde naturel en %		+0,8%		
	- due au solde apparent des entrées sorties en %		-0,6%		
	France Métropolitaine	2008	1999 -2008		
	Population et variation annuelle moyenne	62 765 235	+0,7%		
	- due au solde naturel en %		+0,4%		
	- due au solde apparent des entrées sorties en %		+0,2%		
	Immobilier de bureau : bilan des transactions <i>Source : OBM Lille Métropole , BNP Paribas - Real Estate</i>	2012	2002-2008	2008-2011	2011-2012
	Arrondissement de Lille	160 563	+1,5%	-6,8%	+22,7%
	Nombre de nuités (en millions) <i>Source : CRT</i>	2011	1999-2008	2008-2010	2010-2011
	Arrondissement de Lille	2 289	+15,5%	-6,1%	+6,2%
	Région	5 631	+11%	-9,1%	+2,6 %
	France	198 367	+9,5%		
	Taux d'occupation des hôtels <i>Source : CRT</i>	2011	1999-2008 (en point)	2008-2010 (en point)	2010-2011 (en point)
	Arrondissement de Lille	63,5%	+4,6	-4,5 point	+0,7
	Région	58%	-0,1		+0,4
	France	61%			+1,6
	Part de la clientèle d'affaires dans les hôtels <i>Source : CRT</i>	2011	1999-2008 (en point)	2008-2010 (en point)	2010-2011 (en point)
Arrondissement de Lille	67%	-1	0	0	
Région	56%	+2,8		0	
France	44%			0	

Entreprises

Les établissements privés : La donnée comptabilise l'ensemble des établissements cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture).

Les créations d'entreprises : le champ d'observation s'étend à l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole. Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire que la création d'entreprise doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Les défaillances d'entreprises : sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de redressement ou liquidation judiciaire directe (ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir les liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire ; les cessations amiables d'activité. Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement, et non à la date de publication de l'information).

Emploi

Le nombre d'emplois et salaire moyen : La donnée couvre l'ensemble des cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture). Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi : Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon les regroupements suivants. La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la catégorie B ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte, c'est à dire de 78 heures ou moins au cours du mois ; la catégorie C ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue, c'est à dire de plus de 78 heures au cours du mois ; la catégorie D ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi, et enfin la catégorie E ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés). La catégorie A, B, C regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Source : ACOSS - URSSAF

*Source : Apce - Insee - Je crée.com.
Précision : La donnée est mensuelle.
Compte tenu des variations saisonnières, le dernier trimestre connu est comparé au même trimestre de l'année précédente.*

*Source : Altares - CCI Nord de France.
Précision : la donnée est trimestrielle.
Compte tenu des variations saisonnières, le troisième trimestre est comparé au même trimestre de l'année précédente.*

*Source : URSSAF - ACOSS (données CVS).
Précision : la donnée est trimestrielle, corrigée des variations saisonnières. Le dernier trimestre connu est comparé au trimestre précédent.*

*Source : Pôle emploi / DIRECCTE-SEPES.
Précision : la donnée est mensuelle, corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrés. Le dernier mois connu est comparé au mois précédent.*

Attractivité

Solde migratoire: le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

La commercialisation de bureaux: Les données proviennent des commercialisateurs et portent sur les transactions de bureaux identifiés en construction neuve ou en seconde main effectuées au cours du trimestre précédent.

Taux d'occupation des hôtels homologués

Le taux d'occupation des hôtels est le rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles sur la période considérée.

Nombre de nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Part de la clientèle d'affaires

Part des nuitées rattachées à une clientèle d'affaires.

Bilan 2012 et PERSPECTIVES 2013

Les notes de conjoncture issues du :

- Bulletin du FMI
- Banque de France
- INSEE
- Bulletins économiques de la Société Générale

Les conférences :

- « Conjoncture et perspectives économiques 2013 »
par Jean-Michel Boussemart, directeur-délégué de COE-REXECODE

- « Bilan 2012 et Perspectives 2013 »

Banque de France, CCI Région Nord de France

Source : INSEE

Précision : recensement de la population

Source : Observatoire des bureaux de Lille Métropole (OBM).

Précision : les données sont trimestrielles. En termes d'évolution, le total des données trimestrielles est comparé avec celui de la même période de l'année précédente.

Source : Insee - Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie homologuée

Source : Comité régional du tourisme

Source : Comité régional du tourisme

Source : FMI, Banque de France, INSEE, Société Générale

Source : Banque de France, CCI Région Nord de France

Précision : les données sont issues d'enquêtes menées auprès des chefs d'entreprises de la région avec la Banque de France par la CCI de région.

OPE de Lille Métropole

Tableau de bord n°5 - Premier trimestre 2013

Pour ce numéro :

Directeur de publication : Chantal DELAHOUTRE (ADULM)

Rédaction et traitement des données : Luc-Benoît DEROO (ADULM), Annabelle GRAVE (CCI de Région Nord de France) Isabelle LEROI (URSSAF), Aurélie THOREL (CBELM), Thomas CRINQUETTE (CCI Région Nord de France), Yves FOSTIER (Lille Métropole), Corinne VALITON (ADULM), André BARTOSZAK (CCI Grand Lille)

Mise en page : Jean-François BREITENBACH (ADULM), Céline COUDERC (CBELM)